

rhodésiens et ils ont exprimé le désir d'élargir ce programme de façon à satisfaire des besoins nouveaux et urgents. En particulier, les chefs de gouvernement ont reconnu la nécessité de diversifier les possibilités d'éducation et de formation offertes aux populations du Zimbabwe, surtout en ce qui concerne la formation technique et industrielle, l'expérience "en cours d'emploi" et la formation administrative. Il a également été convenu que l'assistance multilatérale du Commonwealth devrait être offerte aux populations de la Namibie pour répondre aux besoins en matière de perfectionnement et de formation.

QUESTIONS ECONOMIQUES

27. Les chefs de gouvernement du Commonwealth ont reconnu la nécessité de prendre immédiatement des mesures en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international qui soit rationnel et équitable. Ils ont réaffirmé le principe énoncé dans la Déclaration du Commonwealth adoptée à Singapour en 1971, à savoir que "les disparités actuelles dans la répartition des richesses entre les hommes sont trop marquées et ne doivent pas être tolérées...il nous faut les faire disparaître progressivement"; ils ont reconnu que les problèmes actuels sont complexes, vastes et étroitement liés entre eux. Ils se sont dits d'accord pour qu'un petit groupe d'experts soit invité à élaborer à l'intention du Commonwealth, dans le contexte du dialogue international actuel, un programme général de mesures pratiques et interdépendantes en vue de combler le fossé entre pays riches et pays pauvres. Ces mesures seraient destinées à promouvoir le développement des pays pauvres et à accroître le transfert des ressources réelles vers les pays en voie de développement, notamment en ce qui concerne la production, la distribution et l'échange de produits primaires